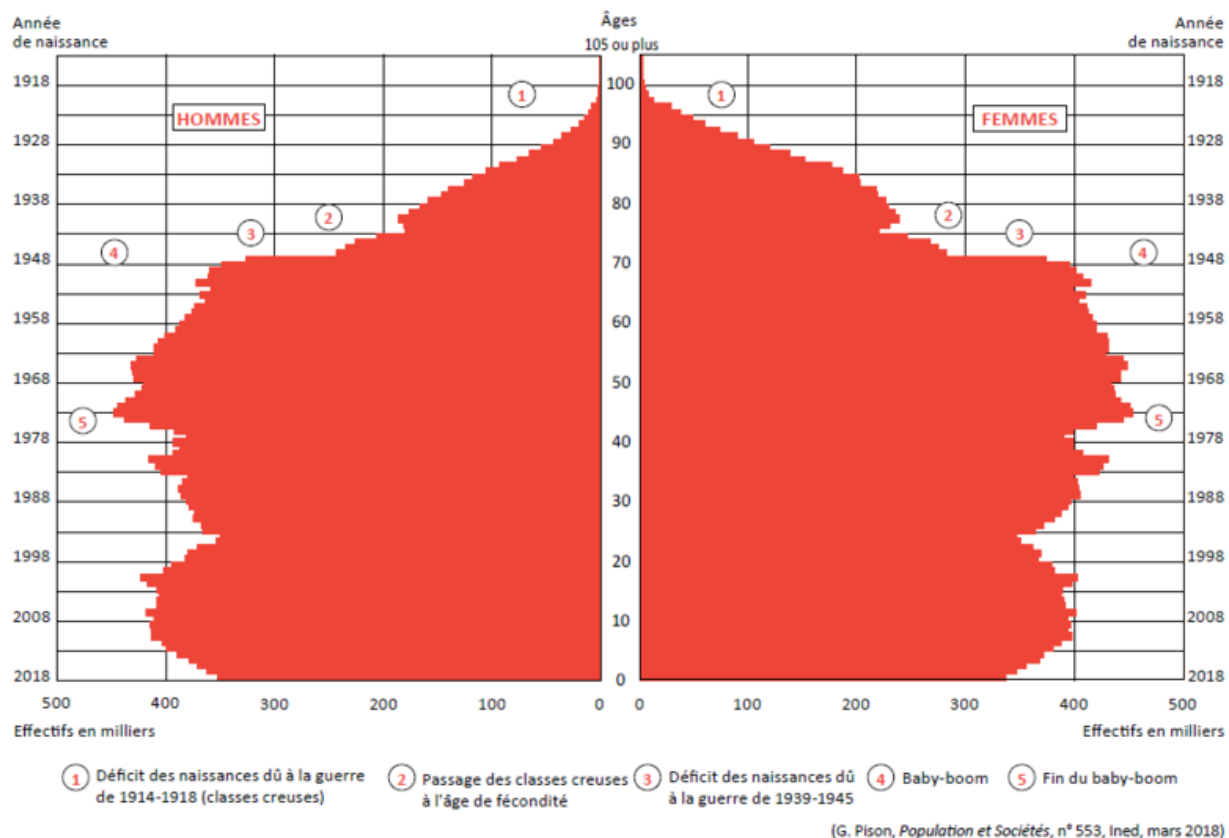


Derrière les chiffres de la démographie

france-catholique.fr/Derriere-les-chiffres-de-la-demographie.html

Population de la France - Évaluation provisoire au 1^{er} janvier 2018



par Guillaume Bonnet

mercredi 23 janvier 2019 (2019-01-23T15:09:28Z)

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a publié lundi 14 janvier la radiographie de la population française. Le constat est net : le taux de fécondité ne permet plus d'atteindre le seuil de renouvellement des générations. Un constat préoccupant, aux multiples facteurs, dont les responsables politiques ne semblent pas prendre la mesure.

Les chiffres sont sans appel : pour la quatrième année consécutive, le nombre de naissances a diminué dans l'Hexagone en 2018 : 758 000 bébés sont nés au cours de l'année, soit 12 000 de moins qu'en 2017. Longtemps championne de la natalité en Europe, avec l'Irlande, la France tend à son tour à s'aligner sur bon nombre de ses voisins avec un indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) qui s'établit désormais à 1,87 enfant par femme. La situation demeure cependant relativement favorable si l'on considère l'Italie, la lanterne rouge du continent, qui affiche un ICF de 1,34 enfant par femme et qui a perdu 105 000 habitants en 2017. Avec un solde naturel – la différence entre le total des naissances et

celui des décès – de 144 000 personnes, on est encore loin de connaître cette situation, d'autant plus que le solde migratoire officiel de 58 000 individus contribue au maintien timide de la croissance de la population française.

L'INSEE le rappelle : le solde naturel du pays n'a jamais été aussi bas depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans cette perspective, la conjugaison d'une natalité dépressive avec une espérance de vie qui n'a jamais été aussi haute (79,4 ans pour les hommes et 85,3 ans pour les femmes) débouche logiquement sur une surreprésentation des personnes âgées dans la population. En 2019, un Français sur cinq sera âgé de plus de 65 ans. Et selon les projections, la proportion de seniors pourrait être de 25 % à l'horizon 2040. Ces tendances posent d'insolubles questions économiques et sociales, en particulier le financement des pensions dans un système de retraite par répartition. Mais surtout, elle laisse envisager un pays privé de jeunesse, c'est-à-dire d'énergie, de capacité de travail ou d'esprit d'entreprise.

Les facteurs qui expliquent le déclin de la natalité sont multiples. Le premier d'entre eux est strictement mécanique : les femmes âgées de 20 à 40 ans, statistiquement les plus fécondes, ont rarement été si peu nombreuses : elles étaient environ 8,4 millions en 2018 contre 9,1 millions en 1998. Mais au-delà de la diminution de la population de mères potentielles, l'étiologie de l'indice de fécondité est la raison principale de ce phénomène inquiétant qui traduit une souffrance sociale et psychologique : l'Union nationale des associations familiales (UNAF) relève en effet que le nombre moyen d'enfants désirés par Française s'élève à 2,3, et non 1,87. Comment expliquer un tel décalage entre l'espérance et la réalité ?

L'UNAF, qui n'a pas manqué de faire part de sa préoccupation à l'issue de la publication du rapport de l'INSEE, a établi la liste des mesures récentes propres à décourager les projets parentaux, toutes catégories sociales confondues. Qu'il s'agisse des coupes pratiquées dans les prestations monétaires comme l'indemnisation du congé parental, les prestations d'accueil du jeune enfant et bien sûr les allocations familiales. D'une fiscalité de plus en plus défavorable, marquée par les hausses de TVA ou la dégradation du quotient familial. Ou encore de l'augmentation continue des tarifs dans les services locaux comme les cantines, les transports ou l'accueil périscolaire.

Au-delà de ces différents facteurs pécuniers, que l'on ne saurait considérer comme secondaires dans un contexte économique incertain, il convient d'évoquer aussi l'influence du climat sociétal, peu propice à la maternité sereine. L'injonction productiviste conduit de nombreuses jeunes femmes à reporter la grossesse pour éviter d'être pénalisées dans leur carrière. Les obstétriciens sont ainsi de plus en plus nombreux à constater l'afflux de quadragénaires confrontées à la difficulté d'attendre un enfant. Face à ce phénomène, l'autoconservation des ovocytes – autrement dit la cryogénéisation des ovules sans justification médicale – pourrait se généraliser comme le préconise la mission parlementaire sur la révision de loi de bioéthique dans son rapport remis le 15 janvier. La France prendrait ainsi le chemin des États-Unis où des firmes telles qu'Apple ou Facebook ont mis en place des dispositifs incitatifs pour encourager leurs salariées à recourir à cette pratique. Balayant toute objection physiologique ou éthique, la ministre de la Santé Agnès Buzyn estime même que cette pratique pourrait permettre « *aux femmes de faire plus d'enfants* » comme elle le déclarait le 16 janvier sur LCP.

Du report du projet parental à sa suppression, il n'y a qu'un pas, franchi récemment par les courants écologistes les plus radicaux. Les racines de cette tendance sont encore à rechercher outre-Atlantique où des militants malthusiens, les Ginks – acronyme de Green Inclinations No Kids – dénoncent l'impact de la surpopulation sur le réchauffement climatique et prône en conséquence le refus d'avoir des enfants. Cette vision, qui fait son chemin en France depuis plusieurs années, semble connaître un regain de popularité. En octobre, l'Agence France Presse a ainsi publié une infographie expliquant sans ambiguïté qu'avoir un enfant de moins était de loin le moyen le plus efficace de réduire son empreinte carbone. Début janvier, l'écologiste Yves Cochet, éphémère ministre de l'environnement de Lionel Jospin, défendait dans *L'Obs* le principe de la suppression des allocations familiales à partir du troisième enfant. « *Ne pas faire d'enfants supplémentaires, c'est le premier geste écologique* », soulignait-il, d'autant plus que cela permettrait « *de mieux accueillir les migrants qui frappent à nos portes* ».

La prise de position d'Yves Cochet a suscité de vives réactions. Sa formulation sans ambages rejoint pourtant par bien des aspects l'esprit des politiques publiques menées depuis des années en France. Point de convergence de l'humanitarisme et du libéralisme, les politiques de dérégulation migratoire tendent à devenir la réponse d'évidence à l'essoufflement démographique européen. En donnant satisfaction aux ONG et aux cercles militants, elles fournissent aux entreprises une main-d'œuvre bon marché. Une aubaine. Outre-Rhin, le n°1 de la Fédération des employeurs allemands, la BDA, Ingo Kramer se félicitait en décembre des conditions d'intégration du million de migrants arrivés sur place depuis 2015. Comme si cet afflux massif n'avait suscité aucune difficulté, avec la montée du parti de droite radicale AfD pour corolaire. La situation en France est certes différente de l'Allemagne où le solde migratoire compense un solde naturel négatif, néanmoins, nombreuses y sont les voix, efficacement relayées, qui préconisent de se mettre au diapason de la politique mise en place par Angela Merkel en 2015.

Sans renoncer à « *œuvrer avec responsabilité, solidarité et compassion* » en faveur de ceux qui fuient la misère ou la guerre, comme y appelait encore récemment le pape François, d'autres réponses que le recours à l'immigration ont semble-t-il été négligées face au défi démographique européen. Une réflexion de fond sur une politique nataliste responsable et authentique peine, semble-t-il, à s'imposer, sinon à exister, dans l'espace public. La présentation souvent caricaturale des revendications portées dimanche lors de la Marche pour la Vie – pourtant soutenues par des personnalités aussi pondérées que le Saint-Père ou l'archevêque de Paris Mgr Aupetit – révèle combien le chemin à parcourir reste long. Mais il serait sans doute suicidaire de renoncer à l'explorer.